

6 décembre 1983

Mirage technologique ?

Par MICHEL GODET (*)

Les productions qui ont fait la croissance des années 50 et 60 s'essoufflent. Les nouvelles techniques vont-elles nous permettre de sortir de la crise ? Virage ou mirage ? Il semble que le volontarisme soit impuissant à accélérer la phase de transition. Paradoxalement la chute des investissements et de la productivité continue au moment même où la révolution des microprocesseurs amorce une nouvelle ère de rendements croissants dans l'industrie et les services. Finalement, la crise ne serait ni énergétique, ni monétaire, ni technologique, mais elle traduirait un défaut de régulation socio-institutionnelle.

L'évolution technico-économique étant plus rapide que le changement social, il en résulte une inadéquation croissante des comportements aux réalités nouvelles. Il faut certainement, comme on l'a dit, « faire payer les riches » mais à condition d'admettre que nous sommes tous les nantis de quelque chose et qu'il va nous falloir, nous aussi, renoncer à tel ou tel avantage acquis pour permettre l'adaptation en souplesse, c'est-à-dire sans catastrophe, à un monde profondément différent de celui que nous avons connu jusqu'ici.

A défaut de la possibilité d'une nouvelle donne sociale par décret, la nécessité des crises et du chômage s'impose pour surmonter les rigidités accumulées dans les années antérieures et pour faire passer les mesures qui s'imposent. Ce constat, difficile à admettre, appelle certes la rigueur politique, mais porte aussi en germe l'espoir que des crises d'aujourd'hui naisse le changement social de demain. Ce constat conduit aussi à penser que les crises ne font que démarrer, contrairement à ce que prétend Alain Minc dans son livre « *L'après-crise est commencée* ».

Il apparaît que « *le changement social indispensable pour sortir des crises* » n'est guère stimulé par le changement technique. Comme l'ont bien souligné René Eksl et Gérard Métayer (1), pour les technologies de l'information, « *le bilan des expérimentations en France est consternant : nulle part ces applications n'ont entraîné la moindre dynamique sociale ou culturelle. Ces techniques se sont moulées dans les structures et les relations actuelles, elles éludent systématiquement les questions de redistribution du pouvoir, du rééquilibrage entre groupes économiques et sociaux* ».

L'innovation technologique ne résout rien en soi et, si elle a parfois le mérite de mettre au jour certaines contradictions de nos structures sociales, elle pose aussi de nouveaux problèmes de mode de vie, d'organisation du travail et de relations sociales. Ainsi l'informatisation généralisée de l'enseignement pourrait créer de nouvelles formes d'exclusion sociale, certains devenant « informatiquement analphabète » dans une société où les informatisés seraient analphabètes tout court.

Les choix techniques devraient faire l'objet d'un contrôle social renforcé, d'un véritable débat d'idées où les experts sollicités seraient véritablement indépendants des groupes de pressions technocratiques et industriels. L'Assemblée nationale doit en principe se doter d'un office d'évaluation des options techniques. Il est grand temps que celui-ci voie réellement le jour, sinon les choix télématiques se feront aussi peu démocratiquement que pour l'électronucléaire, alors que les enjeux sociaux sont bien plus considérables.

Soyons clairs, notre propos n'est pas ici de freiner le changement technique, il est, au contraire, de la maîtriser pour le stimuler et l'orienter dans un sens qui réponde mieux aux aspirations sociales et aux contraintes économiques réelles.

Les innovations de procédés (automatisation, robotisation) sont appelées à se développer rapidement dans le monde industriel en raison des contraintes de compétitivité à l'échelle internationale. Inéluctable, ce mouvement impose plus que jamais de s'interroger partout dans les entreprises sur les conditions sociales de son insertion.

En revanche, la plupart des innovations de produits et de services ne parviennent pas à dépasser le stade expérimental pour se tailler un marché solvable. Certains responsables sont tentés de dire : « *Créons le besoin, donnons le produit, ils finiront bien par s'en servir et peut-être par l'acheter.* »

Les « Concorde » en télématique

La politique de l'offre ne dure qu'un temps, un jour ou l'apôtre, la sanction de marché reprend le dessus, et parfois il ne reste de l'innovation que le gaspillage financier.

Tout ce qui est technologiquement possible n'est pas nécessairement souhaitable d'un point de vue social et économiquement rentable. Prenons garde, surtout en période de vaches maigres, de ne pas lancer (avec le câble, le vidéotex et d'autres réseaux) de nouveaux Concorde télématiques.

A quoi bon, par exemple, mettre en place des supports techniques comme le vidéotex si les contenus sont absents ou inutiles. Sur le vidéotex, précisément, une course de vitesse est engagée entre l'Europe et l'Amérique du Nord. D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique (j'ai pu vérifier récemment), le principal argument pour justifier cette course, c'est qu'il faut le faire parce que les autres le font. La farce va bientôt l'emporter sur l'illusion.

Il y a peut-être des besoins dont on n'a pas vraiment besoin (annuaire électronique ?), et il y a sûrement des besoins importants qui ne sont pas satisfaits, notamment dans le domaine « communication » de la vie quotidienne. Citons le besoin d'espace et de calme (à quoi bon encombrer les logements étroits et bruyants avec de nouveaux gadgets électroniques ?) ; le besoin de verdure et d'aires de jeu pour les enfants de la ville (des jeux électroniques ne remplacent pas les arbres ni les balançoires) ; le besoin d'échanges humains directs et pas seulement au travers des nouveaux médias : « *Chacun serait plus proche mais n'aurait plus de prochain* », etc.

La croissance économique n'est pas un stock inaltérable, mais un flux qui se renouvelle chaque année. Dès lors, pour le citoyen consommateur, le taux de croissance du débit annuel compte moins vite que sa répartition et que son contenu qualitatif (conditions de vie, rapports sociaux).

Il est temps de découvrir que les Français ne veulent pas nécessairement consommer plus mais vivre mieux. Bref, de se rappeler, comme le soulignait K. Marx dans le *Grundrisse*, que les « *forces productives* » ne sont pas seulement « *matérielles* » mais aussi « *spirituelles* ».

(1) Dans un article intitulé « Modernisme technique et conservatisme social », Revue *Futuribles*, n°65